

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020

22 novembre 2021
Français
Original : anglais

New York, 4-28 janvier 2022

Essais nucléaires

Document de travail présenté par les membres du Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

1. Le Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule manière de débarrasser le monde de la menace que ces armes représentent et de leur utilisation. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires constitue à cet égard une étape concrète sur la voie du désarmement nucléaire, mais il ne peut se substituer à l'objectif à atteindre, à savoir l'élimination totale des armes nucléaires.
2. Tout en soulignant l'importance de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Groupe demande avec force la cessation immédiate et inconditionnelle de toutes les formes d'essais d'armes nucléaires et la fermeture de tous les sites et laboratoires d'essais d'armes nucléaires. À cet égard, il est fermement convaincu que tous les États parties qui ne l'ont pas encore fait doivent : fermer et démanteler tous les sites et laboratoires encore utilisés pour des explosions nucléaires expérimentales et les installations connexes dans les meilleurs délais et de manière transparente, irréversible et vérifiable ; interdire complètement la recherche-développement en matière d'armement nucléaire ; renoncer à déclencher des explosions expérimentales d'armes nucléaires ou d'autres explosions nucléaires, à conduire des essais nucléaires selon d'autres modes opératoires, simulations et essais sous-critiques compris, et à se servir de nouvelles technologies permettant de perfectionner les systèmes d'armes nucléaires existants, toutes mesures qui iraient à l'encontre des buts et objectifs du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
3. Le Groupe rappelle et réaffirme l'engagement pris par tous les États parties, notamment ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, de mettre un terme à toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et à tout autre type d'explosion nucléaire utilisant d'autres modes opératoires, l'objectif étant de freiner la mise au point et le perfectionnement de ces armes et de mettre fin au développement de nouveaux types d'armes nucléaires encore plus évolués. À cet égard, il se déclare vivement préoccupé par la réalisation d'essais nucléaires selon d'autres modes opératoires, par le recours à de nouvelles technologies permettant d'améliorer les systèmes d'armes nucléaires existants et par la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires, autant d'éléments qui pourraient entraîner la reprise des essais et



un abaissement du seuil nucléaire. Le Groupe engage donc vivement les États dotés d'armes nucléaires à mettre immédiatement un terme à ces activités et à s'abstenir de toute autre action qui irait à l'encontre des buts et objectifs du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, dans l'attente de son entrée en vigueur.

4. Le Groupe souligne que le perfectionnement des armes nucléaires existantes et la mise au point de nouveaux types d'armes vont à l'encontre de l'objet et du but du Traité sur la non-prolifération, contredisent jusqu'aux déclarations conditionnelles, très limitées et insuffisantes qui ont été faites par les États dotés d'armes nucléaires concernant les garanties de sécurité négatives et constituent une violation des engagements pris par ces États lors de la conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. De telles activités sont contraires à la mesure n° 1 du Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, par laquelle tous les États parties se sont engagés à adopter des politiques pleinement conformes au Traité et à atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. À cet égard, le Groupe demande aux États dotés de l'arme nucléaire de mettre un terme aux projets de modernisation de leurs arsenaux d'armes nucléaires, conformément à leurs engagements.

5. Le Groupe se félicite que 185 États aient signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et que 170 l'aient ratifié. Il accueille avec satisfaction la ratification du Traité par le Myanmar (21 septembre 2016), l'Eswatini (21 septembre 2016), la Thaïlande (25 septembre 2018), le Zimbabwe (13 février 2019), Cuba (4 février 2021) et les Comores (19 février 2021). Étant depuis toujours favorable, par principe, à l'élimination totale des armes nucléaires sous toutes leurs formes, il fait siens les objectifs du Traité, qui vise à faire respecter une interdiction complète de toutes les explosions nucléaires expérimentales et à mettre fin au perfectionnement des armes nucléaires afin d'ouvrir la voie à l'élimination totale de ces armes.

6. Le Groupe souligne à quel point il importe que tous les États, notamment ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, adhèrent au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ce qui devrait contribuer au désarmement nucléaire. Il se dit préoccupé par la décision des États-Unis de ne pas envisager de ratifier le Traité, telle qu'annoncée dans le cadre de la révision de leur position nucléaire en 2018, compte tenu de la responsabilité particulière qu'ont les États dotés d'armes nucléaires au regard de l'entrée en vigueur du Traité. Il rappelle que, pour que les objectifs du Traité soient atteints, il est essentiel que tous les États signataires, surtout ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, demeurent acquis au désarmement nucléaire.

7. Le Groupe est convaincu que les cinq États dotés d'armes nucléaires sont investis d'une responsabilité particulière en ce qui concerne l'entrée en vigueur du Traité, non seulement parce qu'ils comptent parmi les 44 États visés à l'annexe 2 de ce dernier, mais aussi parce que, compte tenu de leur situation, ils sont censés montrer l'exemple en faisant de l'interdiction des essais une réalité. Pour qu'il puisse être considéré comme un succès, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires doit être signé et ratifié par les cinq États dotés d'armes nucléaires et par les États qui ne sont pas encore parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui exploitent encore des installations nucléaires non soumises aux garanties. Le Groupe est fermement convaincu que, si l'on veut atteindre l'objectif du désarmement nucléaire et de la non-prolifération des armes nucléaires, il faut parvenir rapidement à faire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires un instrument universel, grâce à l'adhésion des États qui n'y sont pas encore parties.

8. Le Groupe réaffirme que les États dotés d'armes nucléaires peuvent faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en prenant la décision constructive d'assumer la responsabilité particulière qui est la leur d'y adhérer. En ratifiant rapidement le Traité, ils montreraient l'exemple et

encourageraient les autres pays dont l'adhésion est nécessaire, particulièrement ceux qui exploitent des installations nucléaires non soumises aux garanties, à le signer et à le ratifier. Pour l'heure, cet instrument capital de la lutte contre les essais nucléaires est affaibli du fait qu'un des grands États dotés d'armes nucléaires ne l'a pas ratifié et qu'en rejetant l'un des principaux éléments du régime de vérification du Traité, cet État n'appuie pas la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

9. Le Groupe rappelle que, lorsque le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été négocié, les États dotés d'armes nucléaires ont pris des mesures pour faire en sorte que cet instrument mette un terme à la prolifération verticale comme horizontale, ce qui empêcherait que de nouveaux dispositifs nucléaires ou des armes nucléaires basées sur des principes physiques nouvellement découverts ne voient le jour. Ces mêmes États ont alors affirmé qu'ils ne feraient qu'entretenir les armes existantes ou restantes pour en garantir la sûreté et la fiabilité, ce qui ne nécessiterait aucune explosion nucléaire. À cet égard, le Groupe demande à ces États de continuer de s'abstenir de mener des essais nucléaires, quelle qu'en soit la forme, aux fins de la modernisation, de la mise au point ou du perfectionnement des armes nucléaires. Il souhaite à nouveau insister sur les principes du régime de non-prolifération, dans ses dimensions tant verticale qu'horizontale.

10. Le Groupe souligne qu'il importe que les cinq États dotés d'armes nucléaires respectent et appliquent les moratoires unilatéraux sur les essais d'armes nucléaires instaurés depuis l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Il estime toutefois que ces moratoires ne peuvent se substituer à la ratification et à l'entrée en vigueur du Traité.

11. Le Groupe souligne que la modernisation des armes nucléaires existantes et la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires sont incompatibles avec les assurances qui ont été données par les cinq États dotés d'armes nucléaires lorsque le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été conclu, à savoir que celui-ci empêcherait que les armes nucléaires existantes ne soient perfectionnées et que d'autres types d'armes nucléaires ne soient mis au point. Jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité, les États devraient s'abstenir de toute action incompatible avec son but et ses objectifs. Dans ce contexte, le Groupe est très préoccupé par le fait qu'un État doté d'armes nucléaires a réduit à dix-huit mois le délai nécessaire pour reprendre des essais nucléaires, ce qui constitue un retour en arrière par rapport aux accords conclus à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000. Il estime que les décisions de cette nature minent la crédibilité des moratoires déclarés par les pays et des engagements énoncés dans le Document final de la Conférence, qui faisait de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires la première des 13 mesures concrètes menant au désarmement nucléaire. L'absence de progrès quant à l'entrée en vigueur rapide du Traité, laquelle dépend essentiellement des États dotés d'armes nucléaires, demeure par ailleurs un sujet de préoccupation.

12. Le Groupe souligne qu'il faut accorder une attention accrue aux problèmes de sûreté et de contamination que pose la cessation des activités nucléaires liées aux anciens programmes d'armement nucléaire et qu'il faut notamment, lorsqu'il y a lieu, réinstaller en toute sécurité les populations qui auraient été déplacées et rétablir la productivité économique des zones touchées. À ce sujet, il considère qu'il existe une responsabilité particulière envers les populations et les zones touchées, notamment dans les anciens territoires sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies ayant subi les effets négatifs d'essais d'armes nucléaires réalisés par le passé.